

ACTION COMMUNAUTAIRE POUR L'EDUCATION DES FILLES

WORLD LEARNING / USAID

EVALUATION FINALE

(2001-2005)

Juin 2005

Justin DONGBEHOUNDE

François GAUTHO

Consultants

SOMMAIRE	Pages
0- RESUME DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	3
I- CONTEXTE	5
II- OBJECTIFS ET METHODOLOGIES DE L'EVALUATION	5
III- DIFFICULTES DE L'EVALUATION	7
IV- RESULTATS DE L'EVALUATION	7
1. Niveau d'atteinte des résultats et objectifs	7
2. Analyse de l'approche, des stratégies et acteurs	17
3. Gestion et coordination du projet	20
4. Pérennisation, Durabilité des acquis et Réplicabilité	21
5. Forces et faiblesses du projet	21
V- CONCLUSIONS	22
VI- RECOMMANDATIONS	23
VII- ANNEXES	24

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- Les quatre objectifs prévus ont été atteints aussi bien quantitativement que qualitativement.
- L'hypothèse de départ du projet selon laquelle si on stimule bien la participation communautaire on obtiendrait de meilleurs résultats de promotion de la scolarisation des filles est belle et bien vérifiée et juste. En effet le projet ACEF a réussi à susciter une grande mobilisation des communautés et un grand engagement des CLR et des CCEF avec des résultats importants dans leur quantité et leur qualité, dans leur étendue et leur profondeur.
- Cette capacité à stimuler l'adhésion et la mobilisation locale/ sociale vient de l'approche ACEF, c'est-à-dire de l'ensemble du processus et des étapes ayant conduit à la mise en place des CLR et CCEF, de l'analyse de la vision, des obstacles et des stratégies, jusqu'au financement de micro projet, tout ceci soutenu par une très bonne communication sociale.
- Dans ce processus, la mise en place des CLR et leur composition a joué un grand rôle. Il s'agit effectivement de comité représentatif. La communication sociale au départ a bien montré que les membres seront comme des pionniers, sans avantages particuliers, mais beaucoup de sacrifices à faire, beaucoup de travail à abattre.
- Un autre facteur ayant favorisé l'atteinte des résultats est la bonne immersion et intégration des communautés par les animateurs des ONG.
- Toutefois la courte durée du projet n'a pas permis de finaliser toutes les bases nécessaires pour une prise en main totale des initiatives par les communautés.

RECOMMANDATIONS

A l'endroit de l'USAID et de World Learning

- Accompagner pendant encore au moins un an les différents acteurs, le temps d'asseoir le plan de désengagement et de finaliser les réflexions en cours pour une meilleure appropriation du projet par les communes et les différents acteurs. Les CLR ont surtout besoin de se sentir soutenu par les CCEF et les autorités locales, alors que les CCEF ont besoin d'être reconnus et soutenus par les autorités locales. Quant aux autorités locales ils se recherchent dans les méandres de la décentralisation et s'emploient à comprendre leur rôle au niveau de l'éducation et les modalités de transfert des moyens conséquents. Avec un tel environnement, ACEF doit être présent pour aider à la transition.
- Etendre les activités du projet dans les autres communautés à faible taux de scolarisation des filles
- Promouvoir l'approche ACEF au niveau des autres projets de développement
- Le réflexe ACEF doit être généralisé. Tous les acteurs doivent se poser les bonnes questions ACEF dans un esprit de responsabilisation :
Quelle est notre vision?
Quels sont les obstacles qui empêchent de tendre vers cette vision ?
Quelles sont les stratégies pour lever ces obstacles ?
- Assurer une plus grande synergie entre les projets financés par l'USAID

A l'endroit du Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires

- Assurer les conditions appropriées en infrastructures, en matériels didactiques et en personnel pour l'accueil efficace des enfants dans les écoles.
- Assurer le déroulement normal des années scolaires en évitant au maximum les perturbations.

A l'endroit des acteurs à la base

- Assurer la mise en œuvre du plan de désengagement et finaliser les réflexions et stratégies en cours pour une appropriation par la commune des acquis du projet.

A l'endroit des ONG

- Assurer un minimum de suivi appui conseil aux acteurs à la base

I CONTEXTE

Action Communautaire pour l'Education des filles (ACEF) est un projet de quatre ans financé par l'U S A I D et piloté par World Learning et dont l'objectif est de promouvoir l'éducation des filles dans les écoles situées en zones rurales en stimulant la participation des communautés à l'éducation de leurs enfants.

L'appui est apporté à travers la mobilisation sociale, la formation et les petites subventions pour soutenir des initiatives communautaires qui motivent et supportent la promotion de la scolarisation des filles.

Depuis Juin 2001, WL a appuyé, formé et suivi trois ONG chargées de la mise en œuvre du projet dans 91 Communautés réparties dans les départements de l'Atacora, de l'Alibori, du Zou, du Couffo et du Mono. Ces ONG ont pour noms : Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD), Mutuelle des Jeunes Chrétiens pour le Développement (MJCD), Centre de Recherche et d'Action pour le Bien-être et la Sauvegarde de l'Environnement (CERABE).

Les interventions de ACEF reposent sur l'hypothèse selon laquelle **la participation de la communauté permet d'obtenir un plus large succès, dans l'accès, le maintien, et la promotion des filles dans les écoles.**

II OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

II.1 Objectifs

En tenant compte de l'hypothèse ci-dessus rappelée, l'évaluation vise à déterminer le niveau de réalisation des objectifs ci-après :

1. **accès** : accroître le taux d'inscription des filles de 50% sur la durée du projet ;
2. **assiduité** : faire baisser le taux d'abandon des filles de 30% sur la durée du projet ;
3. **promotion** : accroître de 50% le taux de promotion des filles sur la durée du projet ;
4. **participation communautaire** : au moins 50% des ménages ont engagés des actions ou adopté des comportements qui ont favorisé la promotion de la scolarisation des filles.

Il s'agit en clair de :

- ✓ comparer les résultats obtenus à ceux initialement prévus,
- ✓ évoquer les raisons pour lesquelles les objectifs ont été atteints,
- ✓ expliquer pourquoi les objectifs n'ont pas été atteints si c'est le cas,
- ✓ montrer en quoi le changement de comportement et le renforcement de capacité de la communauté ont permis de lever les freins à la scolarisation des filles.

II.2 Méthodologie

Pour la réalisation de l'évaluation une démarche méthodologique en cinq (05) phases décrites ci-dessous a été adoptée.

- ✓ Phase préparatoire,
- ✓ Phase de collecte des données sur le terrain,

- ✓ Phase de traitement et d'analyse des données collectées,
- ✓ Phase de rédaction du premier draft et de restitution,
- ✓ Phase d'élaboration du rapport définitif.

II.2.1 PHASE PREPARATOIRE

La phase préparatoire a pris en compte l'ensemble des activités menées avant la phase de collecte des données : réunions préalables avec les responsables du projet à divers niveaux, revue documentaire, échantillonnage, élaboration des outils de collecte des données.

Les séances de travail successives avec les responsables du projet ont permis d'avoir la même lecture des termes de référence, de discuter des critères d'échantillonnage et d'adopter le planning des activités. Les différents documents disponibles ont été mis à la disposition de l'équipe d'évaluation à chaque occasion.

II.2.1.1 Revue documentaire

Le fonds documentaire constitué a permis de faire le relevé des données prévisionnelles, l'analyse du niveau d'exécution, pour orienter le contenu des outils de collecte des données en vue de vérifier et approfondir les informations et hypothèses préliminaires issues de la revue documentaire.

II.2.1.2 Réunion avec le comité de pilotage

A l'occasion de cette réunion, l'équipe d'évaluation a exposé le protocole de recherche qui a porté essentiellement sur les objectifs de l'évaluation, les axes de l'évaluation et le chronogramme de la mission. Les amendements et contributions des participants ont permis d'améliorer le protocole de recherche.

II.2.1.3 Echantillonnage

Au total 10 communautés ACEF et 3 communautés non ACEF voisines ont été enquêtées. Le choix des communautés a été basé sur la méthode d'échantillonnage raisonné. Les critères utilisés sont :

- Couverture de toutes les communes d'intervention
- Visite des différentes initiatives (diversification des types d'initiatives à visiter.)
- Prendre en compte tous les acteurs

Répartition de l'échantillon

Communes	Communautés ACEF enquêtées	Communautés non ACEF
Bopa	Tokpoé	
Aplahoué	Zondagahoué Lagbavé	
Zangnanado	Dohounmè	- Dovi-Zounou - Tan
Ouinhi	Bossa	
Boukoubé	Manta Kouporgou	
Kérou	Ouoré	
Banikoara	Bonhanrou	Iboto
Karimama	Banikani	

II.2.2 PHASE TERRAIN

L'équipe de terrain est constituée de 6 personnes réparties en 2 sous équipes. Chaque sous équipe dirigée par un consultant permanent a enquêté une communauté par jour. Il s'est agi notamment de conduire des discussions avec le CLR, le CCEF, les autorités communales, les enseignants, les élèves, les ménages, et des personnes ressources. (voir en annexe le protocole de collecte des données). Cette équipe a été soutenue dans sa mission par une représentante du MEPS, notamment la chef service promotion de la scolarisation des filles.

II.2.3 PHASE D'ANALYSE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES COLLECTEES

Les données recueillies sur le terrain ont été dépouillées et classées par sous thèmes suivant les objectifs regroupés en questions de recherche. Elles ont ensuite été divisées en catégories de réponses présentant des caractéristiques similaires et analysées. Ce qui a donné lieu à un rapport provisoire présenté au comité de pilotage pour requérir les amendements et contributions d'amélioration.

III- DIFFICULTES RENCONTREES PAR LA MISSION D'EVALUATION

- La première grande difficulté de l'évaluation est la non fiabilité et disponibilité des données statistiques scolaires. C'est une situation qui se remarque au niveau national. Or pour la vérification de l'atteinte des trois premiers objectifs du projet en terme de chiffres, les statistiques scolaires sont d'une très grande importance. Toutefois le projet a pu mettre en place une base de données qui a permis de faire les analyses nécessaires. Par ailleurs plus que l'étendu des résultats (les chiffres), la profondeur des résultats (les aspects qualitatifs) est essentielle pour un projet pilote basé sur une approche nouvelle (ou pas très courante). Ceci vient atténuer les insuffisances au niveau des statistiques scolaires.

- La deuxième difficulté est la durée très limitée de l'évaluation qui n'a pas permis de visiter un grand nombre d'acteurs.

IV- RESULTATS DE L'EVALUATION

IV.1 NIVEAU D'ATTEINTE DES RESULTATS ET OBJECTIFS

IV.1.1 Accroissement du taux d'inscription des filles

Conclusion

Le taux d'inscription des filles s'est nettement accru pendant la durée du projet dans toute la zone du projet.

Explication

En effet l'analyse des bases de données disponibles au niveau du projet sur les variables scolaires des écoles partenaires, fait ressortir que 6153 filles avaient accès à l'école au cours de l'année scolaire 2000-2001 contre 10275 au cours de 2003-2004 soit une amélioration de 67% de l'accès des filles à l'école.

Cet accès s'est amélioré progressivement au fil des ans comme le montrent les tableaux et le graphique ci-après :

EVOLUTION DE L'ACCES DES FILLES DANS LES ECOLES ACEF

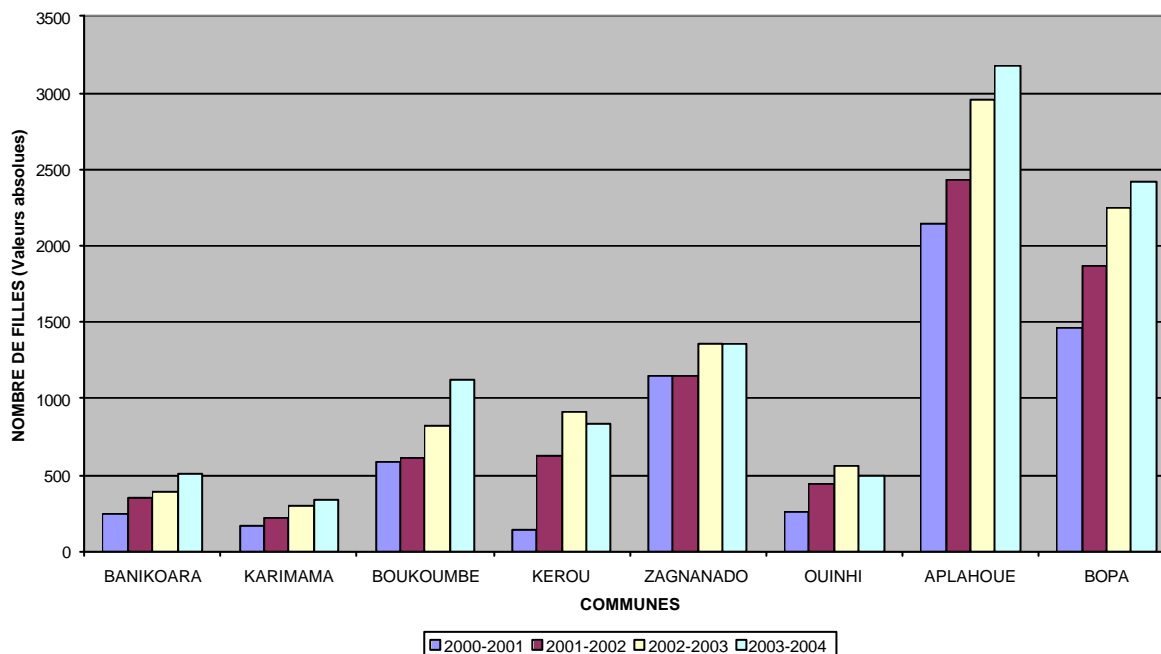
	Banikoa ra	Karima ma	Boukoubé	Kérou	Zagnanado	Ouinhi	Aplahoué	Bopa	Ensemble
2000-2001	244	172	583	146	1147	257	2147	1457	6153
2001-2002	356	215	607	627	1149	437	2427	1865	7683
2002-2003	396	300	827	911	1363	559	2957	2249	9562
2003-2004	512	342	1127	839	1356	501	3176	2422	10275

Source : Base de données ACEF

EVOLUTION DU TAUX D'ACCES DES FILLES PAR RAPPORT A 2000-2001

	Baniko ara	Karima ma	Boukoubé	Kérou	Zagnanado	Ouinhi	Aplahoué	Bopa	Ensemble
2000-2001									
2001-2002	46%	25%	4%	329%	0%	70%	13%	28%	25%
2002-2003	62%	74%	42%	524%	19%	118%	38%	54%	55%
2003-2004	110%	99%	93%	475%	18%	95%	48%	66%	67%

EVOLUTION DE L'ACCES DES FILLES DANS LES ECOLES ACEF



Par ailleurs une analyse des inscriptions au CI montre un accroissement du taux d'inscription de plus de 60% entre les années scolaires 2000-2001 et 2003-2004. En effet l'effectif de filles dans les classes de CI est passé de 1643 au cours de l'année scolaire 2000-2001 à 3085 au cours de 2003-2004. (base de données ACEF)

Ainsi le taux d'inscription au cours de 2000-2001 (T1) et celui de 2003-2004 (T4) se présentent comme suit :

T1= 1643/Ps1 avec Ps1 la population scolarisable au CI en 2000.

T4= 3085/Ps4 avec Ps4 la population scolarisable au CI en 2003

Le taux de variation du taux d'inscription entre 2000 et 2004 est alors égal à $(T4-T1)/T1$. Même avec l'hypothèse que la population scolarisable a augmenté de 15% (la croissance démographique au Bénin est de 3,2 par an) dans la période on arrive à un taux de croissance de 63% du taux d'inscription.

Cette amélioration est le fruit des différentes initiatives prises par les différents acteurs sur le terrain. On dénombre une quinzaine de types d'initiatives en faveur de l'inscription des filles. Parmi les plus importantes on peut citer :

- La communication sociale sur la scolarisation qui s'est réalisée dans toutes les 91 communautés, à travers des émissions à la radio locale, les réunions villageoises à la place publique, le porte à porte.
- L'organisation de la prérentrée par les CLR (tous les 91 CLR)
- la création d'écoles communautaires (13 ont été créées)
- construction de salle de classes dans les écoles communautaires (12 salles construites)
- La négociation et l'obtention du recrutement annuel à la place du recrutement biennal (17 écoles concernées)
- La mise en place de micro crédits pour soutenir les AGR des parents
- La création de cantines scolaires
- Le recrutement d'enseignants communautaires
- L'achat de barque

Ces données ont été confirmées sur le terrain lors des entretiens avec les différents acteurs. Ainsi pour toutes les communautés rencontrées, aujourd'hui tout le monde ou presque a compris l'importance d'envoyer la fille à l'école. Elles l'expriment en terme de : « Même si ACEF s'en va aujourd'hui je pense qu'on ne peut plus enlever de notre tête qu'il est important et utile d'envoyer les filles à l'école ». CLR Tokpoé dans la commune de Bopa. Pour le Directeur de l'école de Bossa à OUIHNI « En 95 je passais de maison en maison pour demander aux parents d'envoyer les enfants à l'école y compris les filles, sans grand succès. Depuis l'arrivée du projet j'ai du mal à faire face à l'affluence des enfants des deux sexes » Pour le vieux KOGLOE de Dabohoué dans Aplahoué « si la mort devait m'emporter aujourd'hui, je lui dirai de me laisser voir ce que mes filles inscrites sont devenues. Avant, nous étions dans l'obscurité, aujourd'hui, grâce à Halima (animatrice de MJCD), nous avons compris. Tous les enfants que je mettrai au monde, filles comme garçons, iront à l'école ». Pour le maire de Karimama « A Loumbou - loumbou, il y a de cela trois ans il n'y avait que 5 filles dans l'école, aujourd'hui on a 30 filles. Il y a une petite amélioration, les populations commencent par comprendre »

Les informations collectées au niveau des écoles montrent bien aussi l'accroissement du taux d'inscription des filles, comme le témoigne le tableau ci-après.

Effectifs des classes des écoles de MANTA/A, OUORE, KROUPORGOU, DOHOUNME, classes communautaires au sein de EPP LAGBAVE, école communautaire de LAGBAVE : Année scolaire 2004-2005

CLASSES	EFFECTIF		
	G	F	T
CI	198	218	416
CP	148	126	274
CE1	109	97	206
CE2	76	48	124
CM1	108	54	162
CM2	119	35	154
TOTAL	758	578	1336

Pour les enseignants de ces écoles la bonne représentativité des filles du CI au CE2 est le fruit des actions de ACEF qui a commencé il y a quatre ans.

IV.1.2 Accroissement du taux de maintien des filles

Conclusion

Diminution sensible des abandons Grâce à ACEF. Les filles inscrites dans les écoles partenaires du projet poursuivent plus facilement leurs études.

Explication

Par rapport aux statistiques scolaires le taux d'abandon des filles a été réduit d'environ 71% en passant de 36% en 2000-2001 à environ 11% en 2003-2004 comme le montrent les tableaux ci-après :

Nombre d'abandons des filles dans les écoles ACEF

	Banikoara	Karimama	Boukoubé	Kérou	Zagnanado	Quinhi	Aplahoué	Bopa	Ensemble
2000-2001	88	52	198	44	470	62	Non disponible	Non dispo	914
2001-2002	167	65	182	207	494	122	Non disponible	Non dispo	1237
2002-2003	12	21	116	46	109	84	Non disponible	Non dispo	388
2003-2004	50	51	142	33	141	70	265	297	1049

Source : Document ; Présentation de ACEF (février 2005) et base de données ACEF

Evolution du taux d'abandons des filles dans les écoles ACEF

	Banikoara	Karimama	Boukoubé	Kérou	Zagnanado	Quinhi	Aplahoué	Bopa	Ensemble
2000-2001	36%	30%	34%	30%	41%	24%			36%
2001-2002	47%	30%	30%	33%	43%	28%			36%
2002-2003	3%	7%	14%	5%	8%	15%			9%
2003-2004	10%	15%	13%	4%	10%	14%	8%	12%	10,21%

Source : Document ; Présentation de ACEF (février 2005) et base de données ACEF

Comme on peut le constater sur un total d'accès de 2549 filles (sans Aplahoué et Bopa) 914 abandonnaient en 2000-2001 soit un taux d'abandon de 36%. En 2003-2004, on en enregistré 1049 abandons sur un total de 10275 accès soit un taux d'abandon de 10,2%.

Au niveau du terrain dans toutes les écoles visitées les directeurs ont fait le témoignage qui se résume comme suit : « Au moment où nous avons commencé il y avait peu de filles et elles étaient retirées avant d'atteindre le CE2 ou le CM2. Depuis, avec ACEF l'équilibre filles garçons est maintenu » Cet équilibre est même parfois rompu au profit des filles.

On remarque en effet une certaine stabilité et une forte représentativité des filles parmi les élèves des classes de CI, CP, CE1 et CE2 qui constituent les générations avec lesquelles le projet a commencé.

Abandon au niveau des écoles de MANTA/A, OUORE, KROUPORGOU, DOHOUNME, classes communautaires au sein de EPP LAGBAVE, école communautaire de LAGBAVE : Année scolaire 2004-2005

CLASSES	ABANDON		
	G	F	T
CI	11	14	25
CP	3	3	6
CE1	0	0	0
CE2	0	0	0
CM1	0	0	0
CM2	9	1	10
TOTAL	23	18	41

On dénombre une dizaine de types d'initiatives qui ont été prises par les communautés pour assurer le maintien des filles à l'école. Il y a entre autres :

- La création de cantines communautaires autogérées (17 ont été créées)
- La récupération et l'inscription ou poursuite des études des filles victimes de trafic, d'enlèvement ou de mariage forcé ou précoce (35 filles récupérées)
- La prise de mesure pour la répréhension du mariage forcé (7)
- L'instauration de comité de suivi des enfants. (comité d'élèves filles, comité de femmes ou membres CLR)
- La négociation et l'obtention des crédits PAPME pour soutenir les AGR des parents d'élèves
- Le recrutement d'enseignants communautaires
- La création de caisse de solidarité
- L'achat de barque
- Le séjour de certaines filles dans les ménages de mamans modèles pendant les congés et vacances.

Pour les communautés rencontrées c'est grâce à ACEF qu'elles ont compris qu'elles avaient aussi un rôle à jouer dans le suivi des enfants à l'école.

Dans la communauté de Hounvè à Bopa les filles enquêtées ont révélé que le CLR vérifie régulièrement leur présence à l'école et dans les espaces d'études puis les encouragent à aller de l'avant. Cela constitue pour elles un support inestimable et un crédit de confiance inépuisable. Comme pour encourager le CLR, 21 filles ont pris la tête du peloton en 2003-2004. Dix filles primées ont témoigné que c'est grâce à ACEF que leurs parents ont accepté

de les envoyer à l'école. Le Ministre **Léa HOUNKPE** constitue pour les parents le modèle dans le milieu.

A Boukoubé Grâce au travail que fait ACEF sur le terrain, les filles ont pris conscience de la nécessité d'aller à l'école et nombreuses sont celles-là qui sont allées se confier aux brigades de gendarmerie ou autres structures d'accueil pour les protéger contre les mariages forcés. C'est le cas de la petite Solange ZAMBOA, actuellement apprentie couturière à l'orphelinat Tabaaku. Les sœurs Juline Pascal KOUTON et Madeleine ZOUMAROU ont conté à l'équipe d'évaluation les conditions dans lesquelles la petite Solange leur est parvenue et le cas de trois autres fillettes qui ont fui dans les mêmes conditions qu'elle. Solange est fière d'être gardée et avoue que son avenir est assuré. Albertine est une fille qui s'est inscrite à l'école par ses propres efforts. Enlevée et emportée au Nigéria, la brigade de gendarmerie de la localité est intervenue, l'a récupérée et aujourd'hui, elle est au CM1.

IV.1.3 Accroissement du taux de promotion des filles

Conclusion

Amélioration de la performance des filles mais des efforts restent à faire.

Explication

Selon les statistiques scolaires le taux d'admission des filles était de 39% au cours de l'année scolaire 2000-2001. Ce taux est passé à 69% au cours de l'année scolaire 2003-2004 soit un accroissement de 76%.

Evolution des admissions dans les écoles ACEF

	Banikoara	Karimama	Boukoubé	Kérou	Zagnanado	Ouinhi	Aplahoué	Bopa	Ensemble
2000-2001	153	78	266	83	748	191		889	2408
2001-2002	260	144	306	368	792	312	1600	1260	5042
2002-2003	266	164	372	402	888	362	1948	1207	5609
2003-2004	341	217	726	530	930	365	2357	1615	7081

Source : base de données ACEF

Evolution des taux de promotion dans les écoles ACEF

	Banikoara	Karimama	Boukoubé	Kérou	Zagnanado	Ouinhi	Aplahoué	Bopa	Ensemble
2000-2001	63%	45%	46%	57%	65%	74%		61%	39%
2001-2002	73%	67%	50%	59%	69%	71%	66%	68%	66%
2002-2003	67%	55%	45%	44%	65%	65%	66%	54%	59%
2003-2004	67%	63%	64%	63%	69%	73%	74%	67%	69%

Sur un total de 6153 accès en 2000-2001, on a enregistré 2408 admissions soit un taux de promotion de 39% contre 69% en 2003-2004 avec 7081 admissions sur les 10275 accès.

Sur le terrain le directeur de l'école primaire de Dohounmè dans la commune de Zagnanado résume la situation en ces termes : « Au niveau de la performance ça commence par prendre »

On constate en effet une amélioration satisfaisante du taux de promotion des filles. Les témoignages étaient nombreux au niveau des écoles et communautés visitées pour justifier la

situation. Dans l'école de Bonhanrou le directeur a déclaré que les 89 filles inscrites l'année précédente ont toutes passé en classe supérieure. D'une manière générale les filles travaillent autant que les garçons, parfois plus que ces derniers. A Ouoré dans la commune de Kérou, les enseignants et les membres du CLR sont unanimes à reconnaître qu'il n'y a quasiment plus d'échec et d'abandon dans l'école. Mama Baké Sofi en classe de CE2 est souvent première de sa classe.

En voulant répondre à la question qui lui est posée pendant l'entretien sur la performance de ses élèves, Monsieur Basile BOTRE COFFI, instituteur titulaire du CM1 (Bopa), a demandé aux 5 premiers élèves de se lever. Sur les 5, il y a un seul garçon qui se trouve en 4^{ème} position par rapport aux autres.

Pour le CCEF de Zangnanado, « Les communautés ont maintenant l'œil sur les filles qu'elles envoient à l'école, et cela favorise énormément leur performance ». La première du département du Zou pour l'année scolaire 2003-2004 est de l'école de Bamè agnagon (école ACEF)

Cette amélioration de la performance des filles résulte des initiatives prises par les communautés telles que :

- La création des espaces d'études (188 espaces créés) et les cours de renforcement pour élèves faibles
- Les prix aux meilleures filles
- Le suivi des filles à la maison
- Les visites des parents aux enseignants pour le suivi scolaire des enfants
- La vente de fournitures à moindre coût
- La réalisation des pièces d'état civil
- La construction de logement pour enseignant (5 logements)
- La réalisation d'adduction d'eau

A Bopa Les CLR donnent des prix d'encouragement aux filles méritantes. Ils sont en contact permanent avec les enseignants pour détecter les élèves à faibles rendements et apporter à temps les mesures correctives nécessaires. De même les CLR font le suivi des espaces d'études et négocient avec les enseignants pour l'encadrement effectif des enfants. Ils établissent des jugements supplétifs pour les enfants à parents très pauvres. Ils pré financent parfois le fonctionnement des écoles. Certains se donnent des présidents d'honneur pour inciter les fils du terroir à investir dans l'éducation des enfants. C'est le cas de M.Olympe GLAGO.

Difficultés et limites de ces initiatives

La marche de ACEF vers l'atteinte des résultats, se trouve confronté à l'environnement scolaire peu incitatif. Les écoles ne disposent pas des capacités d'accueil aussi bien en infrastructures qu'en personnel enseignant. Les mouvements de grève, les insuffisances au niveau de la qualité de l'enseignement, de la performance du corps enseignants et les contributions financières de plus en plus nombreuses et élevées demandées aux parents ne cessent de ronger les efforts déployés par les CLR. « Les populations nous disent : regarder votre école, pas d'infrastructures, pas d'enseignants, les scorpions piquent les enfants. ...Nous voulons faire mieux mais voilà la réalité » déclarait le CLR de Banikani à Karimama.

Un environnement scolaire approprié est une supposition importante du projet, étant donné que celui-ci n'intervient pas à l'école et vient soutenir les autres initiatives en faveur de l'amélioration du système éducatif au Bénin.

Par ailleurs au niveau des initiatives prises par les communautés, certaines continuent grâce à la ténacité et à l'engagement de certaines bonnes volontés. Mais jusqu'à quand pourront elles tenir ? C'est le cas par exemple de la cantine communautaire de Bossa où les femmes chargées de la cuisine consacrent plus de 7 heures par jour sans aucune contre partie. Dans une situation où la pauvreté oblige à vivre au jour le jour les volontaires ne sont pas nombreux. Le CLR et lesdites femmes s'en plaignent.

Au niveau des écoles communautaires, certaines communautés sont essouffées par la prise en charge des salaires des enseignants communautaires, et les difficultés au niveau de la filière coton ne viennent que aggraver la situation.

Les classes construites par les communautés sont souvent en matériaux précaires et si l'Etat ne vient pas à suppléer, elles tomberont vite en ruine.

Ainsi donc les populations apportent des solutions endogènes à la mesure de leurs moyens et engagements mais elles ne peuvent pas remplacer l'Etat qui a le devoir de mettre en place les conditions appropriées d'accueil des enfants à l'école.

IV.1.4 Participation communautaire

Conclusion

Le projet a réussi une très forte participation, mobilisation et adhésion des communautés

Explications

Tous les ménages enquêtés (même ceux choisis au hasard sur le terrain) ont déclaré soutenir la scolarisation de leurs enfants. La plupart des femmes n'encombrent plus leurs filles de travaux domestiques. Elles ont réduit le temps que les filles consacrent aux travaux domestiques au profit des espaces d'études. Elles sont soutenues par les élèves filles de Banikani qui expliquent que « les filles pour la plupart ne font les travaux domestiques que les jours de repos ». Pour les élèves filles de BONHAROU « nos mamans ne nous confient plus des travaux domestiques interminables. Elles nous donnent le temps nécessaire pour nous rendre aux espaces d'études »

Par ailleurs les parents prennent mieux en charge les dépenses scolaires à travers l'achat des fournitures, le paiement des frais de cantines etc.

Un changement essentiel au niveau des ménages est la conception plus positive que les parents ont désormais de leurs filles. On ne regarde plus (ou on regarde moins) la fille comme le bien de la belle famille, mais comme partie intégrante de la famille pour laquelle on peut investir avec l'espoir qu'elle soit demain, soutien et honneur pour les parents.

IV.1.5 IMPACTS DU PROJET

1- Au niveau des communautés

1.1 Le changement progressif des comportements

- Les communautés ne sont plus hostiles à la scolarisation des filles. La plupart des ménages ont compris et accepté la nécessité pour une fille d'aller à l'école. Des personnes qui n'avaient jamais envoyé leurs filles à l'école et qui s'y opposaient sont devenues des promoteurs de la scolarisation des filles. « Moi président du CLR je refusais avant l'envoi des filles à l'école, mais j'ai fini par comprendre » Président CLR Bossa. « La fille à l'école c'est inutile, ce refrain est parti... Les femmes étaient allergiques à la scolarisation des filles. Aujourd'hui elles sont devant les CLR et passent de maison en maison pour sensibiliser » CCEF Banikoara.
- Il y a baisse sensible de certaines pratiques néfastes à la scolarisation des filles comme le trafic ou le placement des enfants, le mariage précoce ou forcé des filles. Dans certaines localités ACEF, l'organisation mise en place et la conception sociale des

valeurs aujourd'hui ne permet plus de placer les enfants notamment les filles comme "bonne" ou "vidomègon". A Tokpoé dans la commune de Bopa, non seulement dame HOUNDESEGAN Débora a renoncé au trafic des enfants mais elle a œuvré pour le retour des enfants qu'elle a placés ; il est inconcevable aujourd'hui dans cette communauté qu'une personne puisse s'adonner à une telle activité.

- Au sein des ménages les changements de comportement s'expriment en terme de :
 - o accorder plus de temps aux enfants et aux filles en particulier pour leurs études. « On n'avait jamais compris qu'une fois sortie de l'école l'enfant devait encore consacrer du temps aux études. On pensait que les études c'est à l'école, et la maison c'est la vie habituelle. Avec les espaces d'études et les explications nous avons compris »
 - o consacrer plus de moyens aux études des enfants et des filles en particulier.

1.2. Renforcement des capacités organisationnelles des communautés

Un acquis fondamental du projet est l'amélioration des capacités des communautés à analyser les problèmes, rechercher les solutions, initier planifier et mettre en œuvre des activités de promotion de la scolarisation des filles. Les CLR constituent aujourd'hui des personnes ressources pour leur localité en matière d'analyse et de promotion de développement. Ils comprennent aujourd'hui que devant un problème de développement local il faut se réunir, rechercher ensemble les causes et identifier les différentes solutions possibles et même rechercher les sources de financement externe. L'inactivisme ou l'attentisme et les plaintes inutiles font petit à petit place à l'initiative. En témoigne les multiples initiatives prises en plus des initiatives de micro projets co-financés avec ACEF. Les discussions avec les CLR montrent une recherche permanente des voies et moyens pour lever les obstacles identifiés lors des analyses et en cours de mise en œuvre du projet.

Pour les bénéficiaires le projet ACEF leur a « ouvert les yeux ». Ils voient plus clair non seulement la nécessité d'envoyer les filles à l'école, les suivre et les soutenir, mais aussi ils ont compris qu'il faut s'organiser pour faire face aux problèmes de développement local car le diagnostic a finalement touché tous les aspects de la vie locale (Education, activités économiques des parents, les infrastructures scolaires, les routes, les mœurs et les coutumes)

Les bénéficiaires apprécient leur responsabilisation face aux problèmes de leur localité.

1.3 Un accès plus facile des communautés auprès des autorités politico-administratives (Maires, chefs arrondissements) et des services techniques de l'Etat (Brigade, CPS, CCS, etc.)

ACEF a facilité dans une certaine mesure, le rapprochement de l'administration des administrés. Alors qu'auparavant elles n'osaient s'approcher de ces structures, aujourd'hui les communautés (à travers CLR ou BAPE etc.) se présentent très facilement devant les autorités ou les responsables des services techniques, soit pour solliciter leurs appuis soit pour "réclamer" ce qu'elles considèrent comme leurs droits. Plusieurs cas ont été racontés ou vécus directement sur le terrain par l'équipe d'évaluation.

1.4 Incitation des services techniques, de l'administration et autres structures locales (BAPE, comité de lutte contre le trafic des enfants) à mieux faire leur travail

Il ne s'agit pas que ces acteurs ne fassent par leur travail. Mais avec le projet ACEF et surtout le dynamisme des CLR, plusieurs de ces acteurs ont réagi beaucoup plus promptement face à des situations. C'est le cas par exemple des comités de lutte contre le trafic des enfants qui entre en action dès lors que le CLR a constaté à l'école l'absence d'une fille qui en est victime. C'est aussi le cas des BAPE qui ont œuvré pour la construction des salles de classes suite au diagnostic et aux initiatives des CLR. La validation d'écoles

communautaires créées n'aurait pas été aussi rapide et facile pour certaines écoles, si le CCS n'était pas membre du CCEF.

1.5 Impact sur les communautés limitrophes

Il a été constaté un effet induit des activités du projet sur les communautés limitrophes. La communication sociale par l'intermédiaire des radios locales a permis aux communautés proches d'être informé sur la problématique de la scolarisation des filles. Des communautés, sous l'impulsion de bonnes volontés, se sont organisées pour mettre en place des comités pour soutenir la scolarisation des filles. Ces comités s'inspirent des activités menées par les CLR voisins. Les résultats sont surtout remarquables au niveau de l'inscription au CI avec beaucoup d'affluence à la rentrée. Dans la communauté de IBOTO dans la commune de Banikoara «il y avaient 24 filles il y a 8 ans. Mais aujourd'hui avec les échos de ACEF, il y a plus de 100 filles. ...Il existe déjà une femme chargée du recrutement des filles à l'école ».

Mais les capacités d'accueil limitées, et l'inexpérience des comités découragent vite les parents dans leur volonté de scolarisation des enfants.

LIMITES DES IMPACTS SUR LES COMMUNAUTES

La prise de conscience n'est pas encore totale et des poches de résistance subsistent encore.

- La faiblesse des revenus oblige encore certains parents à utiliser de façon excessive la main d'œuvre gratuite que constituent les enfants. Pour les enseignants de Zagnanado «Le temps de faire le point de la journée et rentrer à la maison, on rencontre déjà des filles qui après l'école font le petit commerce pour leurs parents, ou des garçons chargés de fagots de bois».
- « Selon la saison on assiste au fait que certains parents retiennent leurs enfants à la maison pour les aider aux champs, à la pêche ou dans les jardins. » CCEF Karimama. Les explications des personnes rencontrées amènent à conclure que c'est difficile de demander à la fois aux parents d'envoyer tous les enfants à l'école et de faire face aux charges conséquentes, tout en limitant considérablement la contribution à la création de revenus que constitue la main d'œuvre de leurs enfants, filles comme garçons.
- Le trafic des enfants continu à certains endroits, même si les acteurs et auteurs sont traqués par les CLR et CCEF. «Le trafic des enfants continu un peu. On a eu trois cas dans une école cette année dont une des filles récupérée mais les deux autres sont au Nigéria » CCEF Zagnanado. «Un homme a vendu sa fille à 110.000F avec une convention de vente » mais le marché a été su grâce à la vigilance du mari d'une des femmes membres du CLR. La fille a été finalement libérée avec la pression du CLR et du CCEF.
- L'enlèvement des filles, le mariage précoce et forcé continuent dans certaines régions. Ces pratiques font partie de l'éducation reçue pendant des décennies, des mœurs et coutumes. Il est difficile de se libérer du jour au lendemain de leur poids.
- Au niveau des services techniques tout peu basculé d'un moment à un autre. Les acquis reposent sur des individualités et sur la nature des relations entre les personnes animant ces structures. Une affectation, une dégénération des relations interpersonnelles suffisent à bloquer la contribution du CCEF à la réussite des actions menées par les CLR

2- AU NIVEAU DES ONG

L'impact de ACEF sur les ONG est à la fois technique et administrative et financière.

- L'approche ACEF a influencé les approches méthodologiques des trois ONG partenaires. Les ONG ont fait l'expérience d'une vraie recherche-action et ont vu leur capacité en matière d'approche participative renforcée. Pour le superviseur GRAPAD «j'ai l'approche ACEF dans la peau. Partout où je passe je réfléchis et intervins avec un réflexe ACEF orienté vers la nécessité d'une véritable responsabilisation des bénéficiaires »

L'expérimentation de l'approche ACEF a de toute évidence renforcé les capacités des ONG en matière d'intermédiation sociale, de mobilisation et communication sociale. « De toutes les approches que nous avons connu il n'y a pas de meilleure »

- On peut noter également le renforcement de l'expertise des ONG en matière de conduite des programmes de promotion de l'éducation en générale et de promotion de la scolarisation des filles en particulier.

- Un autre impact est le renforcement de l'assise des ONG dans les communautés partenaires et l'amélioration de leur visibilité sur le plan national.

- Les ONG ont pu accroître leurs ressources propres grâce à la flexibilité du projet par rapport à la gestion des fonds obtenus en contre partie du service d'intermédiation sociale rendu.(Over head)

IV.2 ANALYSE DE L'APPROCHE ET DES STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE DU PROJET ET DES ACTEURS

IV.2.1 L'approche ACEF

Le projet ACEF est unique en son genre du fait de son approche. Le succès au niveau des résultats réside pour l'essentiel dans l'approche. Il s'agit d'une approche véritablement participative, communautaire et responsabilisante. Il s'agit d'une approche de conduite de projet flexible qui accompagne les communautés. La particularité du projet ACEF est qu'il n'a pas prévu dans le document de projet les activités concrètes à mener sur le terrain. Il a surtout prévu un accompagnement des communautés à travers les ONG. On pourrait dire un document "un peu vide" et c'est là que se situe toute la force du projet. Cette situation le rend très flexible ; il accompagne et apprend ; véritable recherche action.

Un diagnostic et une planification à la base

Le diagnostic est fait à la base. On peut faire un diagnostic niveau national, départemental ou communal et dire que les communautés ont elles mêmes analysé et choisi les voies à suivre, mais le résultat est différent lorsque les diagnostics sont faits au niveau de chaque communauté partenaire. L'approche ACEF permet d'aborder les problèmes selon les réalités propres à chaque communauté et de trouver des solutions endogènes, de confier la responsabilité de l'exécution des solutions à la communauté à travers la mise en place de subventions d'appui.

Un diagnostic orienté positif

La manière dont le diagnostic est conduit est tout à fait particulière avec le projet ACEF. Partir de la vision, analyser les obstacles qui empêchent d'aller vers cette vision et trouver des solutions pour lever les obstacles est une approche de développement durable et plus ambitieuse que les approches classiques qui se résument en : qui sommes nous, quels sont les problèmes, quelles solutions ? L'approche ACEF développe les potentialités endogènes et oriente les solutions vers l'idéal.

« Nous mêmes nous sommes surpris des résultats. On a compris que quand les acteurs sont véritablement impliqués, les solutions viennent de la base et sont efficaces » animateurs GRAPAD

Limites

- En se voulant trop communautaire, l'approche n'a pas suffisamment impliqué des acteurs clés du monde scolaire que sont les enseignants et les BAPE alors que leur collaboration est sollicitée par la suite.
- L'approche demande beaucoup de sacrifices aux communautés et surtout aux membres CLR et CCEF dans un environnement où ils doivent survivre au quotidien.

IV.2.2 Stratégie subvention (micro-projets)

Contrairement à ce qui est observé généralement au niveau des projets de développement, ACEF n'a pas prédéfini des activités ou micro-projet à réaliser dans les communautés partenaires. Au regard de l'analyse de la situation, les communautés décident des initiatives à mettre en œuvre et reçoivent un appui financier de ACEF. La stratégie des subventions a renforcé la responsabilisation des acteurs. Comme le dit le CCEF de Banikoara « Avec les micro-projets on voit bien que l'argent destiné pour nous est effectivement investi dans notre localité. Nous le gérons nous même et rendons compte. »

Limites

- Les subventions accordées sont minimales (\$ 1000 par communauté durant les 4 ans) au regard des initiatives qu'appelle le diagnostic. La question est de savoir si un projet de taille limitée devrait adopter une approche qui suscite beaucoup d'initiatives, d'engagement et d'espoir, dans un environnement de pauvreté, où la synergie n'est pas véritablement de mise entre les intervenants et où l'Etat joue très peu sa partition ?

IV.2.3 Stratégie Appui à la mobilisation des ressources externes

Une autre stratégie développer par le projet est l'appui à la mobilisation de ressources externes. Cette stratégie a bien fonctionné dans le Mono / Couffo où sont présents plusieurs autres intervenants disposés à la synergie. Ainsi AGeFIB, PADEAR, et UNICEF ont appuyé les initiatives des populations. Vu les moyens limités du projet il s'agit là d'une stratégie salubre qui a favorisé la synergie tant souhaitée dans les discours par les différents responsables de projets.

IV.2.4 Stratégie Renforcement des capacités des différents acteurs

Pour assurer la mise en œuvre du projet, ACEF a mis en place des structures au niveau communauté et au niveau communal avec la collaboration de trois ONG nationales. Il s'agit de renforcer les capacités locales à travers la formation, le suivi appui conseil au profit de ces différents acteurs. Cette stratégie a produit les fruits escomptés au regard du dynamisme affiché par ces acteurs.

IV.2.5 Analyse de quelques acteurs

LES CLR

Ces comités ont été fonctionnels et ont joué un rôle essentiel et primordial dans la réussite du projet. Les membres étaient acquis à la cause du projet et très engagé pour la scolarisation des filles et le développement de leurs localités.

Ils consacrent énormément de leur temps aux activités de promotion de la scolarisation des filles délaissant ainsi leurs activités économiques dans un contexte où la pauvreté oblige à

vivre au jour le jour. Cette situation amène certains membres du CLR à “craquer” et à réduire leur assiduité aux activités organisées. Mais au niveau de chaque CLR il est toujours resté un noyau de volontaires qui comme des pionniers se sont découverts une vocation de “développeur” de leur localité. Ils continuent contre vents et marées à œuvrer pour la scolarisation des filles et à apporter à la mesure de leurs moyens et compétences des solutions alternatives aux différents problèmes qui surgissent.

Pour assurer leur pérennisation il conviendrait d’apporter une réponse satisfaisante à la question suivante qu’ils se posent eux-mêmes ouvertement ou non : peut-on continuer indéfiniment à sacrifier une partie importante de son temps, de ses activités, de son énergie sans “apparemment rien” en contre partie dans ce contexte de pauvreté où l’on doit se “débrouiller” au jour le jour pour survivre ? L’approche ACEF ou le réflexe ACEF devrait amener chaque CLR à alors répondre aux questions suivantes :

Quelle est notre vision du membre CLR ?

Quels sont les obstacles qui empêchent de tendre vers cette vision ?

Quelles sont les stratégies pour lever ces obstacles ?

Les animateurs, les ONG et ACEF devront alors prévoir dans leur plan de désengagement des activités pour appuyer les stratégies identifiées tout en renforçant leur capacité à faire face au déficit.

LES CCEF

Leur fonctionnalité est variable selon le milieu. Certains CCEF se sont plus contentés des rôles assignés à eux dans les documents du projet à savoir validation et suivi-évaluation des microprojets. D’autres par contre étaient de véritable soutien et appui aux CLR. Ils étaient effectivement des structures communales de promotion de la scolarisation des filles et prenaient toutes les initiatives allant dans ce sens.

Les Communes :

On peut analyser l’implication et l’appropriation des mairies à travers la participation effective et active de leurs représentants dans les CCEF, la place de l’éducation dans les PDC, les lignes budgétaires prévues pour la promotion de la scolarisation des filles dans le budget annuel, l’appui apporté aux CCEF et CLR dans leur lutte contre les pratiques qui handicapent la scolarisation réussie des filles, ce que représente le CCEF pour la commune.

- Les PDC des communes partenaires du projet font une place de choix à l’éducation en générale, et à la scolarisation des filles en particulier. Les animateurs et les membres CCEF étaient membres actifs de la commission relative à l’éducation lors du processus d’élaboration des PDC.
- La commune de Kérou a prévu une ligne budgétaire de 500.000 F pour soutenir les actions du CCEF
- Dans la majorité des CCEF les représentants de la mairie sont actifs et participent aux activités du CCEF
- Certains maires sont personnellement engagés dans les activités de sensibilisation des populations. (Maire de OUIHNI a participé a au moins deux réunions villageoises)
- La mairie de Karimama a initié un projet de promotion de l’éducation basé sur l’approche ACEF

Mais aux dires des membres CCEF et des animateurs, l’implication et l’appropriation des mairies ne sont pas encore au niveau souhaitable pour assurer une pérennisation des acquis

Limites au niveau des structures mises en place

- Faible implication des enseignants et des BAPE au niveau des CLR,
- Au démarrage quelques conflits ont été remarqués entre les CLR et les BAPE ou les comités de lutte contre le trafic des enfants. Mais de façon générale les CLR avec l'appui des animateurs ont su assurer une bonne synergie entre ces structures. Toutefois cela pose le problème de la multiplication des structures au sein des communautés. Chaque projet crée ses comités.

IV.3 GESTION ET COORDINATION DU PROJET

- Planification, mise en œuvre et suivi-évaluation des activités

Le projet dispose de bons documents de planification et de suivi-évaluation des activités. Seulement il semble y avoir la planification d'une quantité disproportionnée d'activités par rapport à la durée du projet. Ceci se manifeste par le non respect de la programmation, et la plupart des activités devient urgence. Le retard dans la mise en place des subventions (dû à la réorientation de la procédure qui a imposé le transfert des fonds par la URCLCAM) a été également désapprouvé par les acteurs sur le terrain.

Capitalisation des acquis du projet

On remarque un grand effort de capitalisation des acquis du projet. Le projet a édité ou rédigé plusieurs documents sur son déroulement et ses résultats. Un guide sur la conduite de l'approche dans les communautés a été également publié. Deux documentaires ont été aussi réalisés et passés plusieurs fois à la télévision nationale. Mais comme le signalent les acteurs, il reste beaucoup de place à la recherche. En tant que projet pilote, et vu l'étendue et la profondeur des résultats obtenus, plusieurs thèmes de recherche pouvaient encore être initiés pour mieux comprendre le processus ACEF

Coordination des activités

Il faut noter que le deuxième exercice a été marqué par une nette amélioration de la coordination et des relations entre les ONG et World Learning.

- Relation avec les autres intervenants

Pour assurer le financement des différentes initiatives des communautés, ACEF s'est efforcé de développer des relations fructueuses avec plusieurs projets et programmes en cours dans les communes partenaires. C'est le cas avec AGEFIB, avec l'UNICEF, et le PADEAR dans le Mono-Couffo. Dans l'Atacora notamment à Boukombé, c'est surtout la collaboration avec le CRS qu'il convient de saluer. Intervenant dans le même domaine et parfois dans les mêmes communautés, ACEF et CRS ont développé une collaboration qui peut se résumer comme suit :

- Le CCEF et les CLR mis en place par ACEF dans les communautés communes sont aussi les partenaires du CRS qui n'installe plus d'autres comités.
- Le CCEF et les animateurs ACEF appuient l'animateur CRS pour l'installation des CLR suivant l'approche ACEF dans les communautés CRS non partenaires de ACEF.

Le point négatif au niveau des relations avec les autres intervenants est la collaboration peu active avec les DDEPS. En dehors des phases de mobilisation communautaire du premier exercice pendant lesquelles elles étaient associées aux tournées, Les DDEPS connaissent surtout ACEF à travers ses rapports périodiques régulièrement envoyés. Pour les DDEPS une collaboration plus active pourrait permettre de lever plus rapidement des obstacles liés à l'environnement scolaire qui dépasseraient les seules compétences des CCS.

IV.4 PERENNISATION, DURABILITE DES ACQUIS ET REPLICABILITE

L'approche ACEF assure en lui-même dans une certaine mesure la durabilité et la pérennisation des acquis en raison de la forte responsabilisation des communautés, en raison de la nature endogène des solutions qui exploitent au mieux les ressources et compétences locales. Par rapport aux initiatives mises en œuvre il n'est pas nécessaire de procéder à un transfert progressif des activités ou des compétences (dans une certaine mesure), celles-ci étant déjà aux mains des communautés. Parlant des modalités de répliquabilité, le CLR de Banikani déclarait : « nous pouvons servir d'intermédiaire pour répliquer ailleurs »

Cependant au niveau de chaque communauté, les initiatives sont diversifiées et récentes et l'environnement est difficile. Ceci demande un accompagnement sur une période plus longue que la durée du projet. Toutes les communautés visitées pensent poursuivre les initiatives même si le projet prenait fin mais avouent leurs inquiétudes quant à l'avenir. Comment maîtriser tous ces chantiers engagés ? Pour le CLR de Banikani «lorsque vous permettez à un aveugle de retrouver la vue, il ne voudra plus la perdre de nouveau. C'est un acquis la compréhension que nous avons eu, mais il faut qu'elle (l'animatrice) reste encore un peu avec nous pour nous soutenir »

En réalité malgré la bonne base de responsabilisation des communautés, il est nécessaire de continuer l'accompagnement des acteurs pour ne pas prendre le risque de mettre en péril l'essentiel des acquis.

REPLICABILITE

- Le projet ACEF et l'approche ACEF peuvent et doivent être répliqués dans toutes les communes en raison de la flexibilité de sa stratégie de mise en œuvre.
- Tous les projets devraient adopter une stratégie flexible de mise en œuvre semblable à l'approche ACEF
- Tous les projets devraient adopter une stratégie de diagnostic, de recherche de solutions et de financement des activités proches de celles de ACEF pour un développement durable.
- A l'instar de la MARP, du SARAR, etc., on doit faire de ACEF une méthode, un mode de réflexion. En cela les recherches et les expérimentations doivent se poursuivre.

Pour réussir cette répliquabilité il faut :

- Assurer une bonne immersion et intégration des communautés par les ONG (animateurs) et recruter des animateurs qui peuvent être des modèles pour les communautés
- Ne pas mettre en place de façon précipitée les CLR et CCEF, mais assurer d'abord une bonne communication sociale sur le rôle des acteurs et les multiples sacrifices qui les attendent.
- Mieux impliquer les acteurs de l'école (Enseignants, DDEPS, BAPE) dans le processus

IV.5 FORCES ET FAIBLESSES

Au regard de tout ce qui précède, on peut résumer en cinq points les forces du projet :

- La flexibilité, la pertinence et l'efficacité de l'approche ACEF
- La très grande responsabilisation et valorisation des acteurs à la base qui sont fiers des résultats obtenus et se reconnaissent auteurs des succès.
- Le très grand engagement des acteurs à tous les niveaux qui se sont investis à fonds dans la mise en œuvre du projet aux prix de leurs activités, leurs temps, leurs relations,

leur santé et leur vie. Qu'il s'agisse des populations à la base, des membres CLR et CCEF, des animateurs, superviseurs et directeurs d'ONG, du staff world learning Bénin, l'engagement était souvent total.

- La très bonne immersion et intégration de la plupart des animateurs dans les communautés
- Les grands succès remportés qui encouragent d'aller toujours de l'avant

Comme faiblesses on peut noter :

- Le délai trop limité du projet et sa division en deux exercices. Les changements de comportements ne se réalisent pas en quatre ans, surtout lorsqu'ils ont trait à des valeurs ancestrales, aux mœurs et aux coutumes.
- La faible capacité financière du projet à accompagner toutes les initiatives suscitées par l'approche.
- Le retard dans la mise en place des subventions
- La frustration des parents suite à l'incapacité du milieu scolaire à accueillir de façon appropriée la moisson ACEF d'écoliers et d'écolières. (Risque de retour à la case départ)
- Les retards dans la mise en œuvre des activités

V- CONCLUSIONS

- Les quatre objectifs prévus ont été atteints aussi bien quantitativement que qualitativement.
- L'hypothèse de départ du projet selon laquelle si on stimule bien la participation communautaire on obtiendrait des résultats extraordinaires de promotion de la scolarisation des filles est belle et bien vérifiée et juste. En effet le projet ACEF a réussi à susciter une grande mobilisation des communautés et un grand engagement des CLR et des CCEF avec des résultats importants dans leur quantité et leur qualité, dans leur étendu et leur profondeur. Ces structures ont pris d'innombrables initiatives sans attendre souvent l'appui de ACEF, c'est à croire qu'ils se sont découverts une vocation de pionnier du développement local.
- Cette capacité à stimuler l'adhésion et la mobilisation locale/ sociale vient de l'approche ACEF, c'est-à-dire de l'ensemble du processus et des étapes ayant conduit à la mise en place des CLR et des CCEF, de l'analyse de la vision, des obstacles et des stratégies, jusqu'au financement de micro projet, tout ceci soutenu par une très bonne communication sociale. Ces différentes étapes sont valorisantes pour les communautés, qui se voient capables d'auto analyser leurs situations, d'identifier des solutions endogènes, de gérer des fonds mis à leur disposition. Chaque résultat obtenu, chaque pas en avant est à leur actif, ils en sont conscients et les animateurs le leur reconnaissent ce qui les stimule davantage pour des résultats plus grands.
- Dans ce processus, la mise en place des CLR et leur composition a joué un grand rôle. La composition des CLR rencontrés est différente de ce que nous rencontrons souvent dans les projets où les membres du comité sont des personnes influentes du village, qu'on retrouve d'ailleurs au niveau des différentes structures locales. Il y a beaucoup de jeunes, il y a des femmes, il y a des personnes influentes. Il y a également ceux qui sont opposés à la scolarisation des filles et ceux qui sont pour. Il s'agit effectivement de comité représentatif. La communication sociale au départ a bien montré que les

membres seront comme des pionniers, sans avantages particuliers, mais beaucoup de sacrifices à faire, beaucoup de travail à abattre.

- Un autre facteur ayant favorisé l'atteinte des résultats est la bonne immersion et intégration des communautés par les animateurs des ONG.
- Toutefois la courte durée du projet n'a pas permis de finaliser toutes les bases nécessaires pour une prise en main totale des initiatives par les communautés.

VI- RECOMMANDATIONS

A l'endroit de l'USAID et de World Learning

- Accompagner pendant encore au moins un an les différents acteurs, le temps d'asseoir le plan de désengagement et de finaliser les réflexions en cours pour une meilleure appropriation du projet par les communes et les différents acteurs. Les CLR ont surtout besoin de se sentir soutenu par les CCEF et les autorités locales, alors que les CCEF ont besoin d'être reconnus et soutenus par les autorités locales. Quant aux autorités locales ils se recherchent dans les méandres de la décentralisation et s'emploient à comprendre leur rôle au niveau de l'éducation et les modalités de transfert des moyens conséquents. Avec un tel environnement, ACEF doit être présent pour aider à la transition.
- Etendre les activités du projet dans les autres communautés à faible taux de scolarisation des filles
- Promouvoir l'approche ACEF au niveau des autres projets de développement
- Le réflexe ACEF doit être généralisé. Tous les acteurs doivent se poser les bonnes questions ACEF dans un esprit de responsabilisation :
Quelle est notre vision?
Quels sont les obstacles qui empêchent de tendre vers cette vision ?
Quelles sont les stratégies pour lever ces obstacles ?
- Assurer une plus grande synergie entre les projets financés par l'USAID

A l'endroit du Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires

- Assurer les conditions appropriées en infrastructures, en matériels didactiques et en personnel pour l'accueil efficace des enfants dans les écoles.
- Assurer le déroulement normal des années scolaires en évitant au maximum les perturbations.

A l'endroit des acteurs à la base

- Assurer la mise en œuvre du plan de désengagement et finaliser les réflexions et stratégies en cours pour une appropriation par la commune des acquis du projet.

A l'endroit des ONG

- Assurer un minimum de suivi appui conseil aux acteurs à la base

IIV- ANNEXES

ANNEXE 1 : TERME DE REFERENCE DE L'ETUDE

1. Historique du CAGE

L'opération Action Communautaire pour l'Education des Filles (CAGE) est un projet d'une durée de 4 ans financé par l'USAID à concurrence de 2,3 millions de dollars, il vise à améliorer la scolarisation des filles dans les écoles des zones rurales du Bénin en stimulant une plus grande participation des communautés dans l'éducation de leurs enfants.

Un appui est octroyé à travers une conjonction d'activités de sensibilisation et de formation de même qu'une motivation financière (sous forme de petites subventions pour financer les initiatives à base communautaire qui appuient la scolarisation des filles).

Depuis le mois de juin 2001, WLID a mis en œuvre la CAGE dans 91 communautés (une école= une communauté), représentant un total de plus de 400 villages et hameaux pour une population totale d'environ 135.000 âmes résidant dans 5 départements qui couvrent les régions du Nord (Atacora, Alibori), du Centre (Zou) et du Sud (Couffo, Mono) du pays. La CAGE a été mise en œuvre par trois ONG nationales partenaires : *Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)*, *Mutuelle des Jeunes Chrétiens pour le Développement (MJCD)* et *Centre de Recherche et d'Action pour le Bien-Etre et la Sauvegarde de l'Environnement (CERABE)*. Une équipe de cinq professionnels béninois membres du personnel de World Learning a été chargée de peaufiner le modèle CAGE pour sa mise en œuvre, de former, d'appuyer et de suivre les ONG qui à leur tour se chargeront de former et d'assister techniquement les groupes représentant les communautés.

2. Objectifs de l'Evaluation

Il s'agit d'évaluer à quel point le projet a atteint les objectifs escomptés en termes aussi bien de résultats que de contributions.

3. Le champ de l'Evaluation

Le champ de l'évaluation est basé sur l'hypothèse qui sous-tend l'intervention de la CAGE à savoir que la stimulation d'une participation de la communauté permettrait d'obtenir un plus large succès, un maintien, un succès et une équité dans les écoles (et cela produirait aussi des retombées positives inattendues). Le champ peut être défini à travers les résultats attendus du Projet :

- Améliorer l'accès, le maintien, la promotion des filles dans les zones cibles ;
- Renforcer les capacités de la communauté à promouvoir la scolarisation des filles.

Sur la base de ces hypothèses, l'évaluation visera à déterminer si le projet a atteint ses quatre objectifs, à savoir :

1. Accès : accroître le taux d'inscription des filles de 50% sur la durée du Projet.
2. Fréquentation : faire baisser le taux d'abandon des filles de 30% sur la durée du Projet.
3. Performance : accroître de 50% le taux de promotion des filles sur la durée du projet.

4. Participation communautaire : au moins 50% des ménages interrogés ont entrepris au moins une action ou ont changé et/ou adopté des attitudes favorables à l'inscription des filles dans les écoles.

Le Consultant devra fournir de brèves informations sur chacun des points ci-après :

- une comparaison des succès réels par rapport aux résultats attendus du Projet et aux objectifs fixés pour la période, les résultats de l'évaluation ou les deux.
- les raisons pour lesquelles les objectifs fixés n'ont pas été atteints, le cas échéant.
- toutes autres informations pertinentes.

A titre indicatif, un tableau d'observation d'indicateur sera mis à la disposition du consultant pendant la phase de revue de la documentation.

Les performances qualitatives du Projet sont tout aussi importantes. L'évaluateur évaluera à quel point le changement comportemental de la communauté et le renforcement des capacités ont produit un impact sur l'organisation/mobilisation locale et l'aptitude à régler avec succès les questions stratégiques clés intra scolaires et scolaires en vue de promouvoir l'éducation des filles. Ces questions ont trait, entre autres, au : trafic des filles, mariage précoce et forcé des filles, l'enlèvement des filles, le faible résultat scolaire des filles, la faible fréquentation de l'école par les filles, la faible inscription des filles à l'école, la faible réticence des parents à envoyer les filles à l'école, la faible volonté de prise de décision affirmative de la part de la municipalité et sa faible implication dans la gestion de l'école etc. Bien que le Plan de Suivi des Performances de la CAGE inclue quelques indicateurs permettant d'évaluer lesdits rendements, beaucoup d'éléments seront évalués au moyen de l'apprentissage et de l'approche novatrice.

Par conséquent, le consultant devra proposer des méthodes pour évaluer les rendements qualitatifs du Projet

4. Composition et profil de l'équipe d'évaluation

L'évaluation sera exécutée par une équipe coordonnée par un consultant.

En plus du consultant, les personnes ci-après seront directement impliquées :

- Un représentant des CCEF
- La Direction de la promotion scolaire du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire

De plus, le consultant recrutera des enquêteurs pour la collecte des données sur le terrain.

Le consultant doit maîtriser l'évaluation des programmes d'éducation pour le développement, de préférence un sociologue ayant une solide connaissance des domaines ci-après :

- participation communautaire ;
- système et environnement de l'enseignement primaire du Bénin ;
- les défis des communautés rurales du Bénin en particulier ceux liés à la scolarisation des filles,
- analyse spécifique de l'approche genre.

Le Consultant doit s'exprimer couramment en français et en anglais. Les enquêteurs devront avoir une expérience dans l'utilisation des outils d'enquête qualitative et quantitative.

Ils doivent, couramment parler et comprendre les langues des communautés de la CAGE.

5. Propositions Techniques et Financières

Le choix du Consultant sera basé sur une proposition technique pertinente qui indique comment le chargé d'évaluation/évaluateur comprend les objectifs du CAGE et le plan d'observation d'indicateur, comment il/elle comprend l'objectif et le cadre de l'évaluation et le plan qu'il/elle propose pour réaliser cet objectif.

Le Consultant soumet son curriculum vitae et les curriculum vitae des enquêteurs accompagnés de la proposition technique.

Il/elle doit soumettre aussi une proposition financière accompagnée des lignes budgétaires détaillées.

Le Contrat lié à l'évaluation définira toutes les conditions financières et logistiques à assurer au profit du Consultant par WL.

6. Rôles et Responsabilités du Consultant

- Organiser une réunion initiale pour présenter les objectifs , ampleur, outils, méthodes de collecte de données et calendrier de l'évaluation au Comité de Suivi (voir ci-dessous les détails)..
- Passer en revue la documentation disponible et mener une étude préliminaire sur documents.
- Collecter des données qualitatives et quantitatives sur le terrain.
- Exécuter l'enregistrement des données et l'analyse préliminaire.
- Rédiger un rapport sur les conclusions préliminaires et les présenter au WL et au Comité de Suivi.
- Rédiger le rapport définitif.
- Présenter les résultats de l'évaluation au cours d'un atelier organisé par WL à la fin du Projet.

Les Partenaires seront impliqués en qualité d'observateurs d'interviewés ou de membres actifs du Comité de Suivi. Ils prendront tous part à une conférence de prise de contact afin de faire la connaissance des membres de l'équipe d'évaluation et des objectifs et d'avoir des informations, et par la suite, ils prendront part à une séance de compte rendu pour discuter des résultats après la collecte des données et l'analyse initiale des données. Ils pourraient être invités à se joindre aux missions sur le terrain si le désir est exprimé.

Le Comité de Suivi comprendra les représentants de :

USAID

WL

Parents : Coordination des représentants des APE qui étaient impliqués dans la mise en œuvre du Projet et CLR

Les Superviseurs des ONG partenaires, les membres du personnel des Finances, les Directeurs

Les autorités et institutions locales des communautés de la CAGE : élus locaux (maires, adjoints aux maires, conseillers communaux), les membres du CCEF.

Observateurs et interviewés

Autres ONG ou agences travaillant dans le domaine de l'éducation des filles : CARE (PROBASE), CRS (GFEI), UNICEF

MEPS : Directeurs de Cabinet, direction de la promotion scolaire, chefs d'établissement des localités

7. Méthodologie d'échantillonnage, de collecte et d'analyse des données

Sur les 91 écoles/communautés bénéficiaires, l'évaluation portera sur un échantillon représentatif de communautés choisies de façon équitable à travers les régions du Sud (Mono, Couffo), du Centre (Zou) et du Nord (Atacora, Alibori) du pays.

Pour chaque école/communauté, des données et des informations seront collectées au moins auprès des parents, enseignants, représentants CLR, autorités administratives, membres de CCEF et groupe d'enfants.

8. Restitution

Deux ateliers

En plus du rapport de l'évaluation (voir ci-dessous pour de plus amples informations), le chargé de l'évaluation devra faire tenir deux ateliers, le premier sous forme d'atelier de prise de contact avec le comité de suivi et le second servira à vulgariser les résultats à l'endroit d'un public plus élargi au cours de la conférence consacrant la fin du CAGE.

Contenu du rapport de l'évaluation

Le rapport de l'évaluation comprendra :

- Un bref résumé
- Méthodologie utilisée pour l'évaluation
- Analyse des constats liés aux résultats/performances étudié(e)s
- Analyse des imputations et enseignements tiré(e)s
- Conclusions
- Recommandations

Langue et Format du Rapport

Le rapport, dans sa forme de projet ou forme définitive, doit être rédigée entièrement en Français et en Anglais. Il/elle devra utiliser une fonte Times New Roman, de caractère 12, avec interligne simple, sur papier format A4. Le système MS Office (Word, Excels) en particulier est obligatoire.

Nombre de copies du projet de rapport

Le consultant devra soumettre 5 copies originales sur papier et une copie sur support à visualiser du projet de rapport en Anglais.

Il/elle devra soumettre 5 copies originales sur papier et une copie sur support à visualiser du projet de rapport en Français..

Nombre de copies du rapport définitif

Le consultant devra soumettre 5 copies originales et une copie sur support à visualiser du rapport définitif en Anglais.

Il/elle devra soumettre copies originales sur papier et une copie sur support à visualiser du rapport définitif en Français

9. Délai

Durée de l'évaluation

20 jours ouvrables, à compter ou aux environs du 14 avril 2005.

La date d'entrée en vigueur du contrat sera la date à laquelle le Directeur de World Learning for International Development appose sa signature. L'évaluation doit commencer aussitôt que possible après la signature du contrat. Avant la signature du contrat de l'évaluation, le consultant doit soumettre à l'approbation de WL un programme complet d'évaluation.

Dépôt du Rapport

Le projet de rapport devra être soumis à WL/CAGE dans l'intervalle des 20 jours qui suivent le lancement de l'évaluation.

Le feed-back sur le projet de rapport aura lieu 2 semaines au plus tard après le dépôt.

Le rapport définitif doit être terminé 7 jours après que le consultant a reçu et intégré les observations du WL.

WL est chargé d'assurer la transmission des copies du rapport et des dossiers à l'USAID.

10. Autres

WL s'assurera que tous les dossiers sont disponibles, que toutes les écritures comptables et ajustement sont faits et que toutes les démarches nécessaires sont effectuées pour permettre au Consultant de faire le travail comme il se doit et d'être en mesure de présenter le rapport définitif de l'évaluation dans les délais impartis.

ANNEXE 2 : PROTOCOLE DE COLLECTE DES DONNEES SUR LE TERRAIN

Echantillonnage

Au total 10 communautés ACEF et 3 communautés non ACEF voisines ont été enquêtées. Il s'agit d'un échantillonnage raisonné. Les critères utilisés sont :

- Couverture de toutes les communes d'intervention
- Visite des différentes initiatives (diversification des types d'initiatives à visiter.)
- Visite de communautés à statistiques scolaires impressionnantes
- Prendre en compte tous les acteurs

Répartition de l'échantillon

Communes	Communautés ACEF enquêtées	Communautés non ACEF
Bopa	Tokpoé (Hounvè, Kpindji / quelques acteurs)	
Aplahoué	Zondagahoué Lagbavé (Dékpo, Bozinkpé juste à l'école pour vérification statistiques scolaires)	
Zangnanado	Dohounmè	- Dovi-Zounou - Tan
Ouinhi	Bossa	
Boukoubmé	Manta Kouporgou	
Kérou	Ouoré	
Banikoara	Bonhanrou	Iboto
Karimama	Banikani	

PLANNING DE REALISATION

	Étapes	Nombre d'intervention consultant	H/J du	Périodes
1	Discussions préliminaires	1 jour		29 avril
2	Étude documentaire / documents projet et autres	2 jours		26-27 avril
3	Elaboration des outils	1j		28 - 30 avril
4	Réunion de lancement avec le comité de pilotage	1j		10 mai
5	Recrutement et formation des enquêteurs	1 j		26 avril au 09 mai
4	Rencontre avec les partenaires à Cotonou et porto - Novo	1.5 jours		9 – 21 mai
5	Rencontre avec les partenaires dans le mono, Zou et Atacora, et alibori	1.5jours		
6	Collecte des données sur le terrain	6 jours		
7	Traitement et Analyse des données, rapport provisoire	3 jours		22 mai – 15 juin
8	Restitution aux acteurs	0.5 jour		23 juin
9	Finalisation du rapport (après lecture et amendement par les différents acteurs)	1.5 jours		24-30 juin
	Total	20 jours		Du 29 avril au 30 juin

Programme de rencontre des acteurs à Cotonou et Porto-novo

Date	Horaire	Structures
<i>Mardi 26 avril</i>	8h30-9h30	USAID
<i>Vendredi 29 avril</i>	11h-12h30	Staff WL
<i>Mardi 10 mai</i>		
	9h-12h	Comité de pilotage
<i>Mercredi 11 mai</i>	9h -12h	Structures du ministère DC DPS
	16h30-17h30	UNICEF
Mercredi 23 mai	9h-10h	CARE
	15h-16h	CRS

Programme de rencontre des acteurs dans le Mono/Couffo et dans le Zou

Date	Horaire	Structures (équipe 1)	Structures (équipe 2)
Jeudi 12 mai	8h-8h45	Maire de BOPA	Maire de BOPA
	9h-12h	CCEF BOPA	CCEF BOPA
	13h30-14h30	Animateur MJCD	Animateur MJCD
	15h-16h30	CLR Tokpoé	CLR Tokpoé
	9h30-17h30	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources des communautés de Tokpoé, Hounvè et de Akokponawa	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources des communautés de Tokpoé, Hounvè et de Akokponawa
Vendredi 13 mai	9h-9h45	DDEPS M-C	DDEPS Z-C
	10h30-11h15	Maire de Aplahoué	Maire de ZANGNANADO
	11h30-13h	CLR Lagbavé	CLR DOHOUNME Zangnanado
	13h30-14h30	Animateur MJCD	Animateur GRAPAD
	15h-18h	CCEF APLAHOUE	CCEF ZANGNANADO
	9h30-17h30	Enseignants, élèves, ménages, pers. Res. (communauté Lagbavé)	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources
Samedi 14 mai	9h-10h	Animateur MJCD	Maire OUIHI
	10h-13h	CLR ZONDOGAHOUE	CCEF OUIHI
	13h30-14h30		Animateur GRAPAD
	15h-16h30		CLR BOSSA OUIHI
	9h30-17h30	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources

Programme de rencontre des acteurs dans l'Atacora

Date	Horaire	Structures (équipe 1)	Structures (équipe 2)
<i>Mardi 17 mai</i>	8h-8h45	Maire de Boukombé	
	9h-12h	CCEF Boukombé	
	15h-16h30	CLR Manta	
	9h30-17h30	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources	
<i>Mercredi 18 mai</i>	9h-9h45	DDEPS A-D	
	10h-13h	Animateurs GRAPAD, Aide et action et CRS séparément	
	15h-16h30	CLR Kouporgou	
	9h30-17h30	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources (communauté 2)	
<i>Jeudi 19 mai</i>	9h30-10h15	Maire de Kérou	
	10h30-13h30	CCEF Kérou	
	14h-15h	Animateur CERABE	
	15h-16h30	CLR OUORE	
	9h30-16h30	Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources	

Programme de rencontre des acteurs dans le Borgou/ Alibori

Date	Horaire	Structures (équipe 1)	Structures (équipe 2)
<i>Jeudi 19 mai</i>	15h30-16h30		ONG CERABE
	17h-18h		DDEPS B-A
<i>Vendredi 20 mai</i>	10h-13h		CCEF de banikoara
	13h30-14h30		Animateur CERABE
	15h-16h		Maire de banikoara
	16h30-18h		CLR Bonhanrou
	11h-18h		Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources
<i>Samedi 21 mai</i>	10h-13h		CCEF de Karimama
	13h30-14h30		Animateur CERABE
	15h-16h		Maire de Karimama
	16h30-18h		CLR Banikani
	11h-18h		Enseignants, élèves, ménages, personnes ressources + Communautés non ACEF Iboto

GUIDE ENTRETIEN N°1 : DISCUSSION AVEC CCEF ET CLR

Date :
Département :
Commune :
Nom de l'enquêteur :
Nom des enquêtés :
.....
.....
.....

Thème 1 : Résultats, objectifs, et impacts du projet

Objectif : Voir les succès du projet et si les résultats, objectifs et indicateurs prévus ont été atteints

- Liste des différentes initiatives prises et comparaison avec celles décrites dans les documents du projet pour complément d'information
- Initiateurs, cibles et moyens des initiatives
- Degré d'implication et d'adhésion des communautés, durabilité, pérennisation
- Effets des initiatives par rapport à la scolarisation des filles (accès, maintien, performance), par rapport aux capacités organisationnelles locales, par rapport à la cohésion sociale, etc.
- Comment les succès ont été obtenus, Facteurs favorisants et facteurs ayant bloqués

- Quels sont (ou étaient) les obstacles à l'inscription, le maintien et la promotion des filles dans votre localité ?
- qu'avez-vous entrepris pour encourager et promouvoir la scolarisation des filles ? (ou qu'avez-vous entrepris pour lever chacun de ces obstacles)
- avec qui ces initiatives ont –elles été prises et en direction de qui avec quels moyens ?
- Qu'est ce qu'on peut aujourd'hui montrer comme des acquis du projet ACEF en matière d'éducation/scolarisation des filles dans votre localité (Quels sont les succès remportés dans ces initiatives ?)
- Pourquoi pensez-vous que ce sont des acquis du projet ?
- En quoi le projet a-t-il permis de : 1) Accroître le taux d'inscription des filles ? 2) Diminuer le taux d'abandon des filles ? 3) Accroître le taux de promotion des filles ? 4) Contribué à changer et/ou adopter des comportements favorables à la promotion de la scolarisation des filles ?
- Justifiez votre réponse. Si on doit classer ces résultats par ordre d'importance pour leur atteinte/contribution par le projet, quel ordre donneriez-vous ? (voir tableau à la fin du document)
- Quels sont les facteurs qui ont favorisés l'atteinte de ces succès ?
- En quoi ces résultats seraient différents si ce projet n'avait pas existé ici ?
- En dehors du projet, qu'est-ce qui a permis d'obtenir les résultats que vous venez d'évoquer ?
- Quels étaient les blocages et difficultés rencontrés dans l'obtention de ces résultats ?
- Comment avez-vous surmonté ces difficultés ?
- En quoi le projet/ces responsables ont-ils contribué à surmonter ces blocages et difficultés ?
- Quelles sont vos recommandations si on doit reprendre ces initiatives dans d'autres localités ?

- Leçons apprises, limites

Thème 2 Analyse des stratégies

Objectif : Identifier les meilleures stratégies de l'approche ACEF et tirer les leçons de l'expérimentation de l'approche et les modalités de sa répliquabilité

- Identification des grandes stratégies de mise en œuvre du projet
- Analyse de chaque grande stratégie (pertinence, qu'est ce qui a bien marché, leçons apprises, effets de la stratégie, limites et difficultés, répliquabilité)

- o *Stratégie : Accompagnement des communautés dans l'analyse de la situation et la recherche de solutions*
- o *Stratégie Petites subventions*
- o *Stratégie appui à la mobilisation des ressources internes et externes*
- o *Stratégie renforcement des capacités institutionnelles des acteurs (mise en place des structures, formation des structures et ONG)*

PRENDRE CHAQUE STRATEGIE

En quoi consiste cette stratégie ? Comment s'est elle déroulée ?

En quoi cette stratégie est importante dans la mise en œuvre du projet ?

Qu'est ce que cette stratégie a apporté de plus dans la mise en œuvre du projet ?

Qu'est ce qui a bien marché dans cette stratégie ? (qu'est ce que vous avez aimé dans cette stratégie)

Quels sont les facteurs qui ont favorisé la mise en œuvre et le succès de cette stratégie ?

Quels sont les difficultés et blocages que vous avez rencontrés dans la mise en œuvre de cette stratégie ?

Comment avez-vous surmonté ces difficultés et blocages ?

Quelles sont les limites de cette stratégie ?

Quelles sont les leçons apprises au cours de la mise en œuvre de cette stratégie ?

Peut-on répliquer cette stratégie dans d'autres localités ? Quelles précautions prendre pour en assurer le succès ?

Thème 3 : Analyse du rôle des acteurs

Objectif : Analyser la pertinence et la fonctionnalité des différentes structures mises en place, leur degré d'appropriation de l'approche et les modalités de leur durabilité

- Composition, nombre de femmes et postes occupés, nombre de membres actifs,

- Mode de fonctionnement, fonctionnalité, opérationnalité, partition jouée
- Degré d'appropriation de son rôle et de l'approche ACEF
- Relations avec les autres structures (quelles relations avez-vous eu avec les autres ?)
- Appréciation du fonctionnement des autres structures (comment appréciez-vous le fonctionnement des autres structures ?)
- Leçons apprises, limites et difficultés
- Modalités ou précautions à prendre pour répliquer ce modèle ailleurs : (si un tel projet doit être répliqué ailleurs, qu'est-ce qu'il faudra revoir ?)
- Peut-on considérer que votre structure et les autres acteurs de votre commune sont suffisamment aguerris et peuvent continuer les actions de promotion de la scolarisation des filles sans l'appui du projet et de l'ONG ? Si oui, pourquoi pensez-vous ainsi ? Si non quels préalables pour un désengagement du projet ?

Thème 4 : Gestion du projet

Objectif : Apprécier de façon globale la gestion du projet et voir si des facteurs de gestion ont facilité ou freiné la mise en œuvre du projet

Question : Quelle appréciation faites vous de la gestion du projet et de la coordination des activités entre l'ONG, WL et votre structure

Comment se prenaient les décisions par rapport à la mise en œuvre du Projet ? (exemple concret). Quel rôle jouait chaque partie ? Comment appréciez-vous le rôle de chacun (chaque structure) ?

Thème 5 : Forces, faiblesses et contraintes du projet

Objectif : Faire une synthèse des points forts et points faibles du projet

Question : Sur quels points ou aspects diriez-vous que le projet a été un succès Expliquez. (ou citer trois points forts du projets)

Sur quels points ou aspects diriez-vous que le projet a été un échec ? Expliquez. (ou citer deux faiblesses du projet)

Recommandations

Objectif : Recueillir les recommandations :

- pour améliorer les résultats actuels et
- à prendre en compte si l'expérience devait être reprise ailleurs

Question : Quelles sont vos recommandations pour améliorer les résultats du projet et pour assurer le succès si le projet est repris dans d'autres communes ?

QUESTIONNAIRE 2 : ENTRETIEN AVEC LES COMMUNAUTES / MENAGES

(A utiliser pour enquêter le mari à part et le groupe de ses femmes à part. ou pour enquêter un groupe de femmes ou de bénéficiaires ou personne ressource)

Date :

Département :

Commune :

Village :

Localité:

Nom de l'enquêteur :

Nom de l'enquêté (**A demander à la fin de l'entretien**) :

.....

.....

.....

.....

.....

1) Connaissez-vous ACEF ou l'animateur X ?

2) En quoi consiste le projet ACEF ou pourquoi l'animateur intervient dans votre localité ?

3) Avez-vous participé à des activités organisées dans le cadre du projet ?

Si non pourquoi ?

Si oui quelles activités ? Décrivez comment elles se sont déroulées ?

4) Quelles appréciations faites vous de la manière dont les choses sont organisées ?

5) Pensez-vous que la majorité de la communauté adhère aux activités du projet ? Expliquez

6) Qu'est ce qu'on peut aujourd'hui montrer comme des acquis du projet ACEF en matière d'éducation/scolarisation des filles dans votre localité

7) Pourquoi pensez-vous que ce sont des acquis du projet ?

8) En quoi le projet a-t-il permis de : 1) Accroître le taux d'inscription des filles ? 2) Diminuer le taux d'abandon des filles ? 3) Accroître le taux de promotion des filles ? 4) Contribuer à changer et/ou adopter des comportements favorables à la promotion de la scolarisation des filles ? (en quoi et comment le projet a-t-il permis de lever des obstacles tels que réticence des parents, trafic des enfants, mariage forcé ou précoce, enlèvement des filles etc.)

9) Quels sont les facteurs qui ont favorisés l'obtention de ces acquis ?

10) Quels sont les difficultés et blocages rencontrés dans la mise en œuvre des activités du projet ?

11) Quelle est votre vision de fille idéale de votre village?

12) projet ACEF contribue t-il à l'atteinte de cette vision ? Expliquez

- 13) Combien de filles avez-vous ?
- 14) Combien vont à l'école et combien sont en âge d'être scolarisées ?
- 15) Si nécessaire Pourquoi toutes les filles en âge d'être scolarisées ne le sont pas ?
- 16) Combien de garçons avez-vous ?
- 17) Combien vont à l'école et combien sont en âge d'être scolarisés ?
- 18) Si nécessaire Pourquoi toutes les garçons en âge d'être scolarisés ne le sont pas ?
- 19) Que faites vous concrètement pour favoriser l'inscription de vos filles à l'école ? (exemple concret, en comparaison à la période avant ACEF,)
- 20) Que faites vous concrètement pour favoriser l'assiduité de vos filles à l'école ? (exemple concret, calcul du temps supplémentaire accordé à la fille pour ses études en comparaison à la période avant ACEF, comment est comblé ce vide créé, calcul des moyens supplémentaires mis à disposition des filles, comment est assuré ce suppléments etc.)
- 21) Que faites vous concrètement pour favoriser la performance de vos filles à l'école ? (exemple concret,)
- 22) Que pensez-vous de la performance de vos enfants à l'école ?
- 23) Quels sont les facteurs qui bloquent (ou qui bloquaient) la scolarisation, le maintien et la performance de vos filles à l'école ?
- 24) Quelles solutions les initiatives prises dans le cadre du projet ont apporté pour lever ces obstacles ?
- 25) Que pensez-vous du fonctionnement et des activités de votre CLR ?
- 26) Que faut-il améliorer pour assurer un plus grand succès aux activités du CLR ?
- 27) Que faut il améliorer si on doit répliquer ce projet dans d'autres localités ?
- 28) Peut-on considérer que les différents acteurs et votre communauté sont suffisamment aguerris et peuvent continuer les actions de promotion de la scolarisation des filles sans l'appui du projet et de l'ONG ? Si oui, pourquoi pensez- vous ainsi ? Si non quels préalables pour un désengagement du projet ?

QUESTIONNAIRE 3 : ENTRETIEN AVEC LES ENSEIGNANTS

Date :
Commune :
Village :
Nom de l'enquêteur :
Nom de l'enquêté :

- 1) Quels sont ou étaient les obstacles à l'inscription, au maintien et à la promotion des filles à l'école ?
- 2) Quelles sont les stratégies/initiatives développées par ACEF et la communauté pour que les parents envoient beaucoup de filles à l'école
- 3) Quelles sont les stratégies/initiatives développées par ACEF et la communauté pour faire baisser les taux d'abandon des filles ? (pour que les filles soient assidues et poursuivent le plus longtemps possible leurs études ?)
- 4) Quelles sont les stratégies/initiatives développées par ACEF et la communauté pour contribuer à la promotion des filles à l'école ? (pour que les filles travaillent mieux en classe et à l'examen ?)
- 5) Quels sont les impacts de ces initiatives sur le taux de fréquentation des filles. Donnez des exemples et des chiffres tangibles
- 6) Quels sont les impacts de ces initiatives sur la diminution du taux d'abandon des filles scolarisées c-à-d sur le maintien des filles dans le système ? Donnez des exemples et des chiffres tangibles
- 7) Quels sont les impacts de ces initiatives sur le taux de promotion des filles. Donnez des exemples et des chiffres tangibles
- 8) Quels sont les impacts de ces initiatives sur les capacités de la communauté à promouvoir la scolarisation des filles (prendre des initiatives dans ce sens, à s'engager effectivement dans la promotion de la scolarisation des filles). Donnez des exemples tangibles
- 9) Quels sont les facteurs qui ont favorisés l'obtention de ces résultats. Expliquez.
- 10) Quels sont les difficultés et blocages rencontrés lors de la mise en œuvre de ces initiatives ?
- 11) Comment ces difficultés et blocages ont été surmontés ?
- 12) Quel est le degré d'implication et d'adhésion des différentes composantes de la communauté (autorités administratives à la base, les parents, les femmes, les enseignants, chefs religieux, chefs villages, maires, mouvements associatifs etc.) Expliquez
- 13) Comment ce manifeste concrètement les changements de comportement au niveau de la communauté ? Donnez des exemples concrets par rapport à réticence des parents, trafic des enfants, mariage forcé ou précoce, suivi et appui aux filles dans leurs études

- 14) Qu'est ce que vous avez apprécié dans la mise en œuvre du projet ?
- 15) Que faut-il améliorer si on doit répliquer ce projet ailleurs ?
- 16) Quelles sont les faiblesses du projet ?
- 17) Que pensez vous de la durabilité de l'approche ?
- 18) Quelles dispositions l'école prend pour assurer la pérennisation des acquis si le projet se retire ?
- 19) Quelles autres dispositions sont prises par les autres membres de la communauté pour assurer la pérennisation
- 20) Quelles dispositions le projet doit prendre avant de se désengager ?

QUESTIONNAIRE 4 : ENTRETIEN AVEC LES ELEVES

Date :
Commune :
Nom de l'enquêteur :
Nom de l'enquêté :
.....
.....
.....
.....

- 1) Connaissez-vous le projet ACEF ? Comment

- 2) Que fait ACEF et la communauté pour que les parents envoient beaucoup de filles à l'école

- 3) Que fait ACEF et la communauté pour faire baisser les taux d'abandon des filles ? (pour que les filles soient assidues et poursuivent le plus longtemps possible leurs études ?)

- 4) Quelles Que fait ACEF et la communauté pour contribuer à la promotion des filles à l'école ? (pour que les filles travaillent mieux en classe et à l'examen ?)

- 5) Quels résultats ces actions ont produit sur le taux de fréquentation des filles. Donnez des exemples et des chiffres tangibles

- 6) Quels résultats ces actions ont produit sur la diminution du taux d'abandon des filles scolarisées c-à-d sur le maintien des filles dans le système ? Donnez des exemples et des chiffres tangibles

- 7) Quels résultats ces actions ont produit sur le taux de promotion des filles. Donnez des exemples et des chiffres tangibles

- 8) A la maison quels changements avez-vous constatés au niveau de vos mamans et des autres femmes de la maison et qui favorisent l'inscription, le maintien et la promotion des filles à l'école ?

- 9) A la maison quels changements avez-vous constatés au niveau de vos papas et des autres hommes de la maison et qui favorisent l'inscription, le maintien et la promotion des filles à l'école ?

- 10) Que pensez-vous de toutes ces actions menées et de la promotion de la scolarisation des filles. Expliquez ?

- 11) Y a-t-il dans votre village des filles en âge de scolarisation qui ne vont pas à l'école ? Si oui pourquoi ne vont-elles pas à l'école ?

- 12) Que peut-on faire pour améliorer les résultats de ACEF et faciliter la scolarisation des filles en particulier et des enfants en général

NB/ Ne pas oublier de voir si les enfants parlent de la lutte contre les obstacles à la scolarisation des filles.

ANNEXE 3 : STATISTIQUES SCOLAIRES COLLECTEES SUR LE TERRAIN : CLASSES NORMALES

CLASSES	EFFECTIF			REDOUBLANT			ABANDON		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CI	52	36	88						
CP	34	33	67	10	6	16	3	3	6
CE1	41	33	74	3	5	8	0	0	0
CE2	28	17	45	9	8	17	0	0	0
CM1	28	8	36	9	0	9	0	0	0
CM2	22	3	25	0	0	0	0	0	0
TOTAL EPP DOHOUNME	205	130	335	31	19	50	3	3	6

CLASSES	EFFECTIF			REDOUBLANT			ABANDON		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CI	24	48	72				0	0	0
CP	25	35	60				0	0	0
CE1	13	30	43				0	0	0
CE2	18	16	34				0	0	0
CM1	8	7	15				0	0	0
CM2	10	2	12				0	0	0
TOTAL EPP DE OUORE	98	138	236				0	0	0

CLASSES	EFFECTIF			REDOUBLANT			ABANDON		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CI	34	17	51						
CP	42	26	68				0	0	0
CE1	16	12	28				0	0	0
CE2	30	15	45				0	0	0
CM1	51	33	84				0	0	0
CM2	73	25	98				6	0	6
TOTAL EPP MANTA / A	246	128	374	0	0	0	6	0	6

CLASSES	EFFECTIF			REDOUBLANT			ABANDON		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CI	35	37	72				0	0	0
CP	47	32	79				0	0	0
CE1	39	22	61				0	0	0
CE2							0	0	0
CM1							0	0	0
CM2							0	0	0
TOTAL classes communautaires créées au sein de EPP Lagbavé	121	91	212				0	0	0

CLASSES	EFFECTIF			REDOUBLANT			ABANDON		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CI	13	32	45				0	0	0
CP	0	0	0				0	0	0
CE1	0	0	0				0	0	0
CE2	0	0	0				0	0	0
CM1	0	0	0				0	0	0
CM2	0	0	0				0	0	0
TOTAL ECOLE COMMUNAUTAIRE DE LAGBAVE	13	32	45				0	0	0

STATISTIQUES SCOLAIRE TERRAIN CLASSES MULTIGRADES

	EFFECTIF			PASSANTS			ABANDON		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CI ET CP	40	48	88	29	34	63			0
CP			0			0	11	14	25
			0			0			0
			0			0			0
CM1	21	6	27	21	6	27	0	0	0
CM2	14	5	19	10	4	14	3	1	4
TOTAL EPP KROUPOROU	75	59	134	60	44	104	14	15	29

	EFFECTIF			REDOUBLANT			ABANDON		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
CI	21	32	53						
CP	20	16	36						
CM1	8	3	11						
CM2	27	12	39						
TOTAL EPP IBOTO	76	63	139						